

of good jobs in labour-absorbing services, such as care services and early childhood education. Both Hacker and Carlin argue that predistribution, in shaping market outcomes, does much of the heavy lifting in terms of combating inequality and is less likely to face a political backlash in countries such as the UK than taxation and redistribution. The point is well taken but, given that citizens in the Nordic countries, for example, pay more in taxes, the case for higher taxation and countering skepticism about “big government” can hardly be avoided.

Jane Jenson compellingly argues that social democrats have accepted the neoliberal mantra of keeping taxes low, inhibiting the ability of parties to promote social solidarity. Progressives must make the case for the positive role of taxation that pays for quality public services for all citizens, rather than leaving them dependent on the market. Bruno Palier addresses the issue of intergenerational inequality. Welfare state expenditures are heavily skewed toward the elderly, and investments in children and young people—now the poorest group in most European countries—are all too readily sacrificed. Palier calls for a social investment strategy—following the example of the Nordic countries—of investments in early childcare, education and lifelong training. Such a strategy would increase the future tax base and could create a new constituency for social democracy.

Overall, *Progressive Politics after the Crash* is a well-written and well-edited compilation that is a welcome contribution to debates about the future of social democracy. There is a general recognition that the Third Way strategy had been too accommodating to the market and the basic premises of neoliberalism. Certainly, there are ideas here that could form the basis of a reinvigorated social democracy, although the political challenge of overcoming the ideological hegemony of neoliberalism remains formidable.

MATT FODOR *York University*

**Barack Obama et le printemps arabe. Le repositionnement de la politique américaine au Moyen-Orient**

Gilles Vandal et Sami Aoun

Outremont, Athéna Éditions, 2013, 369 pages.

doi:10.1017/S0008423915000669

Gilles Vandal et Sami Aoun, dans leur plus récent ouvrage, proposent de faire l'examen de la réaction américaine face au printemps arabe. Les auteurs affirment non seulement que l'administration Obama a anticipé le mouvement contestataire (37), mais aussi qu'elle a su développer une politique étrangère lui permettant de positionner les États-Unis au moment des révolutions arabes de sorte à protéger à long terme leurs intérêts stratégiques (10–11). Cet ouvrage expose ainsi une situation opposée à celle de la réaction américaine à la révolution iranienne de 1979, où la CIA, à quelques mois de la révolution, considérait comme inconcevable que le Shah d'Iran puisse être renversé. Est-ce que ce changement serait le produit de l'adoption d'une stratégie plus appropriée en matière de politique étrangère par l'administration Obama, ou sommes-nous plutôt en présence d'une analyse rétroactive excessivement optimiste? Ainsi, cet ouvrage vient questionner la littérature sur le caractère imprévisible des mouvements révolutionnaires sans pour autant présenter une alternative convaincante.

L'ouvrage est organisé en trois parties. La première, introductive, comprend (a) un historique de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient qui établit un contraste entre l'ère de Barack Obama face à celle de George W. Bush; (b) une courte analyse des influences de la vision du président Obama en matière de politique étrangère; et (c) une description des grands jalons de celle-ci au Moyen-Orient, notamment le concept du

*smart power* et l'approche pays par pays. La seconde partie de l'ouvrage consiste en neuf études de cas : l'Irak, la Turquie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, le Yémen, l'Iran, la Syrie, Israël, et la Palestine. Pour chacun d'entre eux, les auteurs proposent un historique des dynamiques locales et de la politique étrangère américaine suivi de l'examen de cette dernière sous le leadership d'Obama. L'ouvrage conclut avec un épilogue qui offre (a) une appréciation de l'application du *smart power* par l'administration Obama; (b) dix leçons tirées de son premier mandat; (c) une description des personnes clés du second mandat; et (d) une réflexion sur des défis futurs.

Faire l'examen de la réaction américaine au printemps arabe est sans doute un projet ambitieux, cependant l'ouvrage recensé ne satisfait pas les objectifs que les auteurs lui ont fixés. D'abord, il y a une incohérence fondamentale entre le choix des études de cas et l'énoncé de la thématique traitée dans l'ouvrage. Le titre et la thèse de l'ouvrage réfèrent au printemps arabe comme étant un phénomène clé dans l'analyse de la politique étrangère américaine par rapport à la région, mais le choix des cas ne reflète pas cet angle d'analyse. Plutôt qu'une sélection qui repose sur la pertinence du soulèvement populaire, le choix s'est effectué dans les limites d'une définition restrictive du Moyen-Orient, qui exclut la Tunisie et la Libye, soit respectivement le pays dans lequel le mouvement a débuté et le seul pays où les États-Unis ont participé à une intervention militaire. Exclure la Libye est d'autant plus surprenant étant donné que d'autres études de cas, tels que ceux de l'Irak, de la Turquie, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran et de la Syrie, témoignent que l'impact de l'intervention militaire de l'OTAN va au-delà des frontières libyennes. Malheureusement, les auteurs n'expliquent pas dans leur justification de la sélection des cas pourquoi le critère géographique — l'appartenance à une conception limitée du Moyen-Orient — prime par rapport au critère sociopolitique, que le printemps arabe ait eu un impact direct ou indirect dans la relation de ce pays avec les États-Unis. De plus, il n'est pas clair pourquoi d'autres pays qui s'insèrent dans cette définition restrictive du Moyen-Orient n'ont pas été inclus dans l'étude de cas alors qu'ils ont effectivement expérimenté le printemps arabe, tels que le Bahreïn, la Jordanie, le Liban et le Koweït. Une seconde omission de l'ouvrage est l'étude de l'impact plus général du printemps arabe dans les relations américaines avec les acteurs clés de la région. En conséquence, dans la majorité des études de cas, le printemps arabe est un phénomène accessoire dont l'impact sur les relations américaines est au mieux analysé de manière superficielle sinon occultée. Par exemple, dans le chapitre sur l'Irak, le printemps arabe n'est mentionné qu'une seule fois, dans l'avant-dernière page du chapitre (71).

Cette inconsistance entre le choix des cas et l'énoncé de la problématique est symptomatique de deux autres problèmes dans l'ouvrage. Le premier est celui de la définition de l'objet de recherche. L'ouvrage semble être le résultat de la fusion de deux problèmes de recherche, soit: (a) l'impact du printemps arabe sur la politique étrangère américaine; et, (b) le repositionnement de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient sous le leadership d'Obama. Si ces thématiques ne sont pas mutuellement exclusives, elles mènent les auteurs à vouloir expliquer trop de phénomènes sans toutefois assouvir la soif de leurs lecteurs. De plus, les liens entre la première, seconde et troisième partie de l'ouvrage sont élusifs. Il n'est pas clair comment l'étude de cas supporte la thèse des auteurs, ni comment la conclusion s'inspire des données recueillies dans la seconde partie. Le second problème se situe au niveau méthodologique. L'analyse des cas ne se fait pas sur la base d'un cadre théorique clair. L'information n'est donc pas organisée ni analysée de manière systématique. La seconde partie est en conséquence décousue et les conclusions de chaque chapitre sont plutôt vagues et insatisfaisantes.

Cet ouvrage ne semble pas avoir de lectorat particulier. D'ailleurs, le suremploi de l'exclamatif et de l'ironie témoignent d'un ton peu adapté au lectorat novice en matière

de politique du Moyen-Orient. Il n'en demeure pas moins qu'il satisfera la curiosité d'un public général intéressé aux questions internationales.

HIBA ZERROUGUI *Université McGill*

### **The Crisis of the European Union. A Response**

Jürgen Habermas, trans. Ciaran Cronin

Cambridge: Polity Press, 2012, pp. xii, 140.

doi:10.1017/S0008423915000335

The title of the English translation is somewhat misleading as the original German title only reads *On the Constitution of Europe*. Habermas is in fact quite optimistic that Europe under the Lisbon Treaty is “not as far removed from the form of a transnational democracy as many of its critics assume” (ix). Indeed, if “an extended basis of legitimation” can be found (ix.), Europe may become the template for something much bigger, a peaceful and democratic “cosmopolitan community of states and world citizens” (xi).

His verdict on the crisis itself is as succinct as it is scathing: it is entirely owed to “neoliberal illusions” (xi); transnational market deregulation has disabled governments to sustain “a tolerably just distribution of income for the mass of the population;” the 2008 crisis has blocked their ability to cover this up by satisfying their “need for legitimation through sharp rises in public debt” (4–5); the crisis therefore is not one of “states or coalitions of states” but of “politics in the singular” (55).

Consequently, Habermas argues that “new transnational steering capabilities” have to be put in place (10), and he accuses the political elites of wasting a moment of opportunity by narrowly focusing on “immediate expedients” for financial crisis resolution instead of its underlying “political dimension” (3).

It is this political dimension that forms the core of Habermas’s preoccupation with Europe. Monetary union must be backed up with “political regulatory capacities at the European level” (3). Since such capacities would reach “right into the heart of the budgetary privilege of the national parliaments,” they must be constructed as “an institutionalization of joint decisions with irreproachable democratic credentials” (4–5). To this end, he criticises and rejects what he calls an expanded regime of “post-democratic executive federalism” (12). What he means by that is well known to students of Canadian federalism: intergovernmental deals shielded from direct public accountability.

Habermas begins his search for European democracy with an implicit critique of prevailing *sui generis* escapism in much of the literature. The “negative information” that the European Union is neither a confederation nor a federal state “is not sufficient as an answer” (29–30). Instead he spells out what he views as two “groundbreaking” innovations already in place: the “subordination under European law” of the member states even though they retain “a monopoly on the means for a legitimate use of force;” and the “sharing of sovereignty between the ‘citizens’ and the ‘peoples’ as the constitution-founding subjects” (54).

What he thinks should be added in order to “recover the equal standing and symmetric relation” between European citizens and peoples is a bit disappointing at least for those familiar with recent literature on comparative federalism: a “balance” of Council (of Ministers) and Parliament competences “in all policy fields” as well as equal dependence and accountability of the Commission “to both institutions” (43).

Habermas has no real answer to the “complete anomaly” (43) of the quasi-monarchical European Council (of government leaders) in this institutional context, even though it is precisely this informal institution he (rightly) accuses of practising post-democratic executive federalism by agreeing to a regime of “extra-contractual” national